

**Arrêté de la ministre déléguée auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargée de l'environnement n° 1386-15 du 5 ramadan 1436 (22 juin 2015) portant création et organisation des divisions et des services relevant des directions centrales du ministère chargé de l'environnement.**

LA MINISTRE DELEGUEE AUPRES DU MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGEE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu le décret n° 2-13-837 du 8 safar 1435 (12 décembre 2013) relatif aux attributions du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement ;

Vu le décret n° 2-14-758 du 30 safar 1436 (23 décembre 2014) fixant les attributions et l'organisation du ministère chargé de l'environnement, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2-05-1369 du 29 chaoual 1426 (2 décembre 2005) fixant les règles d'organisation des départements ministériels et de la déconcentration administrative ;

Vu le décret n° 2-75-864 du 17 moharrem 1396 (19 janvier 1976) relatif au régime indemnitaire attaché à l'exercice de fonctions supérieures dans les départements ministériels, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-97-1052 du 4 chaoual 1418 (2 février 1998) instituant une indemnité forfaitaire en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'utilisation dans l'intérêt du service de leur voiture automobile personnelle ;

Vu le décret n° 2-11-681 du 28 hija 1432 (25 novembre 2011) relatif aux modalités de nomination des chefs de divisions et des chefs de services dans les administrations publiques ;

Vu l'arrêté n° 3603-13 du 8 safar 1435 (12 décembre 2013) relatif à la délégation de certaines attributions du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement à la ministre déléguée auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement chargée de l'environnement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La direction de l'observation, des études et de la planification est composée de :

- La division des études et de la planification, qui comprend :
  - le service de prospective ;
  - le service de la planification et de la coordination interministérielle.
- L'observatoire national de l'environnement et du développement durable, qui comprend :
  - le service base de données sur l'environnement ;
  - le service de l'observation de l'état de l'environnement.

ART. 2. – La direction des changements climatiques, de la diversité biologique et de l'économie verte, est composée de :

- La division des changements climatiques et de l'économie verte, qui comprend :
  - le service des changements climatiques ;
  - le centre des compétences des changements climatiques ;
  - le service de l'économie verte.
- La division de la diversité biologique, qui comprend :
  - le service de la préservation de la diversité biologique ;
  - le service de la prévention des risques biotechnologiques.

ART. 3. – La direction des programmes et des réalisations, est composée de :

- La division des programmes, qui comprend :
  - le service des réalisations et des projets pilotes ;
  - le service des déchets solides ;
  - le service de l'assainissement liquide ;
  - le service du littoral.
- La division des filières de valorisation des déchets, qui comprend :
  - le service de valorisation des déchets non dangereux ;
  - le service de valorisation des déchets dangereux.
- La division de la prévention et de la lutte contre la pollution, qui comprend :
  - le service de prévention de la pollution industrielle ;
  - le service de prévention de la pollution de l'air ;
  - le service de la santé et de l'environnement.

ART. 4. – La direction du partenariat, de la communication et de la coopération, est composée de :

- La division de la coopération internationale, qui comprend :
  - le service de la coopération bilatérale ;
  - le service de la coopération multilatérale ;
  - le service du suivi de la réalisation des programmes de la coopération internationale.
- La division du partenariat, qui comprend :
  - le service du partenariat avec les collectivités territoriales et toute personne morale de droit public et du secteur privé ;
  - le service du partenariat avec les organisations non gouvernementales ;
  - le service de formation et de recherche-développement.

- La division de l'éducation et de la communication, qui comprend :
  - le service de l'information et de la sensibilisation ;
  - le service des programmes éducatifs ;
  - le service de la documentation et de l'orientation.

ART. 5. – La direction du contrôle, de l'évaluation environnementale et des affaires juridiques est composée de :

- La division du contrôle environnemental, qui comprend :
  - le service de la police environnementale ;
  - le service des autorisations et procédures.
- La division des affaires juridiques, qui comprend :
  - le service des textes juridiques ;
  - le service de la veille juridique, de la consultation et des contentieux ;
  - le service de la normalisation.
- La division de l'évaluation environnementale, qui comprend :
  - le service des études d'impact et de l'audit environnemental ;
  - le service de l'évaluation environnementale stratégique.

ART. 6. – Il est créé trois divisions annexées au secrétariat général. Ces divisions sont :

- la division du budget et des affaires générales ;
- la division des ressources humaines ;
- le laboratoire national des études et de la surveillance de la pollution.

ART. 7. – La division du budget et des affaires générales est chargée de :

- la préparation et la gestion du budget du ministère en coordination avec les services concernés et la veille à son exécution et à son évaluation ;
- la gestion des ressources financières et le suivi de la comptabilité ;
- la supervision de toutes les étapes relatives aux procédures de passation des marchés publics ;
- la gestion et le suivi de la comptabilité des ressources financières émanant de la coopération internationale ;
- l'acquisition des équipements et matériels nécessaires au ministère ;
- la prise des mesures nécessaires destinées à l'entretien du patrimoine immobilier, des équipements et du matériel.
- La division du budget et des affaires générales qui comprend :
  - le service du budget et de la comptabilité ;
  - le service des marchés publics ;

- le service de la gestion des ressources financières de la coopération internationale ;
- le service des affaires générales.

ART. 8. – La division des ressources humaines est chargée de :

- la gestion des affaires administratives du personnel ;
- le développement des compétences et des capacités des ressources humaines du ministère ;
- l'élaboration et l'exécution des programmes de recrutement, de formation et de formation continue ;
- l'organisation et le développement des systèmes informatiques.

La division des ressources humaines, qui comprend :

- le service de la gestion des carrières administratives ;
- le service de la gestion des emplois et du développement des compétences ;
- le service de gestion et de maintenance des systèmes informatiques.

ART. 9. – Le laboratoire national des études et de la surveillance de la pollution est chargé de :

- la surveillance et la caractérisation de la pollution et des nuisances dans l'environnement et la contribution à la mise en place des réseaux de surveillance thématiques ;
- le contrôle de la pollution en vue d'appuyer la mise en œuvre des programmes de gestion et de protection de l'environnement ;
- la contribution au respect des engagements internationaux et régionaux en matière de surveillance et de contrôle de la pollution ;
- la participation à la coordination d'un réseau de laboratoires opérant dans le domaine de l'environnement et la contribution à la mise en place des normes de rejets ;
- l'assistance des pouvoirs publics dans la résolution des conflits environnementaux ;
- la contribution à la mise à niveau environnementale du secteur privé par des prestations de services nécessaires en matière d'analyses et d'échantillonnages.

Le laboratoire national des études et de la surveillance de la pollution, qui comprend :

- le service des analyses de la pollution de l'air ;
- le service des analyses de la pollution de l'eau et des déchets ;
- le service des analyses des micropolluants.

ART. 10. – Il est créé un service dénommé service de sécurité des systèmes d'information relevant directement du secrétaire général. Ce service est chargé de :

- veiller à l'application des directives nationales en matière de sécurité des systèmes d'information au niveau du ministère chargé de l'environnement ;

- coordonner avec les services de la direction générale de la sécurité des systèmes d'information au cours de l'exécution de ces directives nationales ;
- aviser la direction générale de la sécurité des systèmes d'information de toute menace pouvant porter atteinte à la sécurité des systèmes d'information du ministère chargé de l'environnement et veiller à l'application des recommandations émanant de la direction générale en la matière ;
- veiller au suivi du développement de la technologie de l'information.

ART. 11. – En vue de l'octroi de l'indemnité de fonction, l'observatoire national de l'environnement et du développement durable et le laboratoire national des études et de la surveillance de la pollution sont assimilés à une division d'administration centrale, et le centre des compétences des changements climatiques est assimilé à un service d'administration centrale.

ART. 12. – Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel*.

*Rabat, le 5 ramadan 1436 (22 juin 2015).*

HAKIMA EL HAITE.

---

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6400 du 17 hijra 1436 (1<sup>er</sup> octobre 2015).